N° 96-0643 - Environnement, propreté, eau et assainissement + domaine et administration générale - Lyon 5° - Transfert, à la Communauté urbaine, d'un immeuble dépendant du domaine public de la Ville - Département de l'action foncière -

Le Conseil,

Vu le rapport du 23 avril 1996, par lequel monsieur le président :

A. Expose ce qui suit :

Par délibérations en date des 18 décembre 1972 et 25 juin 1979, le conseil de communauté a notamment approuvé le transfert amiable et définitif à la communauté urbaine de Lyon et ce, conformément aux dispositions de l'article 21 -2° alinéa- de la loi n° 66-1069 du 31 décembre 1966, d'immeubles dépendant du domaine public de la ville de Lyon et nécessaires à l'exercice des attributions communautaires.

Il est apparu, depuis lors, qu'un immeuble situé 5, rue Pauline Marie Jaricot et rue Henri Le Chatelier à Lyon 5° et acquis par la Ville pour l'implantation de réservoirs d'eau potable avait été omis dans la liste des biens faisant l'objet d'une affectation relevant des compétences communautaires.

Afin de réparer cette omission, a été établi et vous est soumis un compromis aux termes duquel la mutation de propriété aurait lieu sans versement d'indemnité par la Communauté urbaine, conformément aux dispositions de la loi précitée ;

B - Propose d'approuver ce compromis et de l'autoriser à signer l'acte authentique à intervenir ;

Vu ledit compromis ;

Vu les délibérations d'un précédent conseil en date des 18 décembre 1972 et 25 juin 1979 ;

Vu l'article 21 -2° alinéa- de la loi n° 66-1069 du 31 décembre 1966 ;

Oùï l'avis de ses commissions environnement, propreté, eau et assainissement et domaine et administration générale ;

DELIBERE

1° - Approuve le compromis sus-visé.

2° - Autorise monsieur le président à signer l'acte authentique à intervenir.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,